Le bureau présidentiel au palais de l'Élysée.

Vernier - JBV News

FRANCE

Les 12 travaux du nouveau président

Emploi, compétitivité, précarité, fracture territoriale..., le nouveau locataire de l'Elysée a du pain sur la planche. Et plus le droit à l'échec.

La séquence électorale ne s'arrête pas le 7 mai et ce n'est réellement qu'à l'été que la configuration de la nouvelle majorité présidentielle sera connue et son exécutif véritablement opérationnel. Nous avons néanmoins voulu lister 12 dossiers qui attendent d'ores et déjà sur le bureau de l'Elysée et sur lesquels le succès de son nouveau locataire sera jugé.

La plupart d'entre eux concernent des sujets lourds, structurels, comme le manque de compétitivité de l'industrie française, l'échec de la lutte contre le chômage, le développement de l'emploi précaire, les dysfonctionnements du système scolaire, le creusement des inégalités territoriales et de revenus, ou encore le retard persistant de la France en matière de transition énergétique et de conversion écologique de l'économie. Simplement, dix ans après la crise de 2008, qui a beaucoup aggravé la plupart de ces difficultés, l'urgence de leur trouver des solutions est devenue pressante. C'est ce que montre notamment la poussée du Front national.

A ces dossiers anciens viennent s'ajouter quelques nouveaux : le retour de l'inflation qui menace le pouvoir d'achat des Français ou la remontée des taux d'intérêt qui pourrait s'accélérer en cas d'instabilité politique. Bref, il y a du pain sur la planche. D'autant que cette liste est très loin d'être exhaustive. ■

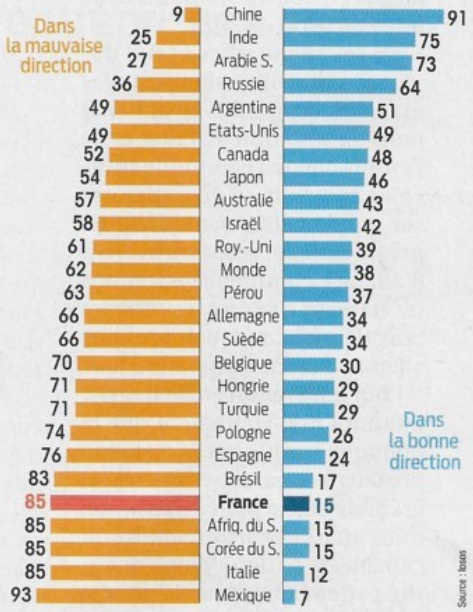
1 Rétablir la confiance dans l'avenir

Depuis plusieurs années déjà, les Français figurent, parmi les plus pessimistes pour l'avenir à l'échelle mondiale. En Europe, il n'y a guère que les Italiens qui le soient autant. Et cela bien que, à de nombreux égards, la situation française soit meilleure que celle de la plupart des pays comparables, à commencer par les plus touchés par la crise de la zone euro.

Or, un tel pessimisme n'est pas seulement une curiosité statistique. Il a un effet réel : à force d'être convaincus qu'ils vivront plus mal demain et qu'ils ne peuvent rien faire pour échapper à ce destin, les Français n'investissent plus dans leur économie et ne cherchent plus à tirer profit des atouts du pays pour faire face aux défis du XXIe siècle.

Le mal est visiblement profond et ce sera une des principales tâches du nouveau président que de trouver les moyens de le vaincre. Cela suppose cependant qu'il ne commence pas par verser de l'huile sur le feu des divisions françaises et qu'il se montre au contraire capable de rassembler au-delà des clivages sociaux traditionnels.

Réponse à la question « Votre pays va-t-il dans la bonne/mauvaise direction ? », en février 2017, en %



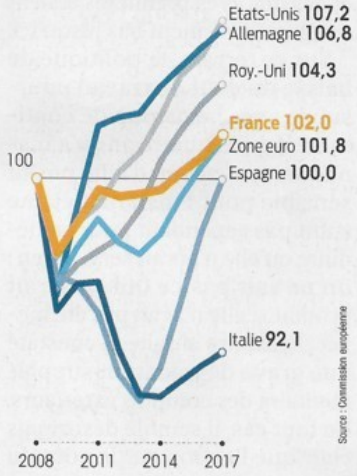
2 Sortir l'économie française du marasme

Le pessimisme des Français s'explique cependant aussi par des raisons objectives. A commencer par la stagnation de l'économie depuis 2008. Selon la Commission européenne, la richesse produite par chaque Français ne devrait être supérieure cette année que de 2 % par rapport à 2008 ! Une situation inédite depuis l'après-guerre.

Cette stagnation touche certes l'ensemble de la zone euro. Il n'empêche : après avoir mieux résisté que la plupart des autres pays européens à la crise entre 2008 et 2011, la France s'est retrouvée ensuite en queue de peloton. La reprise y a été plutôt moins marquée qu'ailleurs toutes ces dernières années. C'est le résultat notamment de la politique budgétaire très restrictive menée en 2011 et 2012, puis de l'échec de la politique de l'offre menée par François Hollande, avec le pacte de responsabilité qui n'est pas parvenue à dynamiser l'économie française.

Pour pouvoir faire mieux, le nouveau président ne pourra pas se contenter de prolonger ou d'accentuer cette politique.

PIB par habitant en euros constants, base 100 = 2008



3 Conjurer la menace de la hausse des taux d'intérêt

L'un des principaux enjeux pour le nouveau locataire de l'Elysée sera l'évolution des taux d'intérêt auxquels les investisseurs acceptent de prêter aux acteurs économiques français. L'Etat bien sûr, mais aussi les entreprises et les banques et, par voie de conséquence, les ménages.

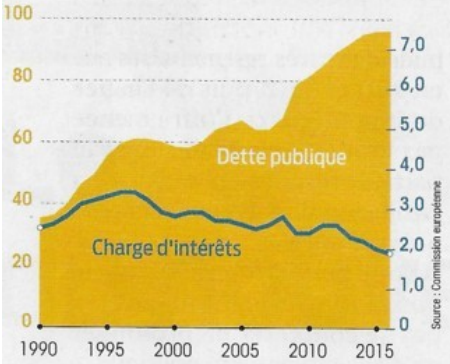
La dette publique hexagonale pèse aujourd'hui 96 % du produit intérieur brut (PIB), quasiment trois fois plus qu'en 1990. Cette hausse, fortement accélérée par la crise de 2008, n'a cependant pas eu jusqu'ici d'effets trop négatifs sur l'économie parce qu'elle s'est accompagnée d'une baisse tout aussi continue des taux d'intérêt : en 1990, avec 35 % de dette publique en pourcentage du PIB, les pouvoirs publics payaient 2,5 points de PIB ▸

d'intérêt, contre 1,9 point avec 96 % de dette en 2016.

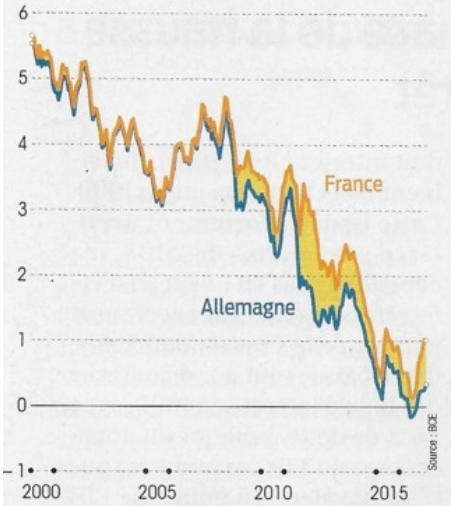
En revanche, si ces taux devaient s'accroître significativement au cours des prochains mois, la situation de l'Etat et de l'ensemble de l'économie française pourrait se dégrader assez rapidement. Avant l'élection présidentielle, ces taux avaient d'ailleurs commencé à remonter et l'écart à se creuser entre les taux d'intérêt auxquels les Etats allemand et français s'endettent.

Pour enrayer une telle hausse, il faudra non seulement que la politique voulue par le nouveau président apparaisse sérieuse et crédible sur le plan budgétaire, mais aussi et surtout, qu'il soit capable de se doter d'une majorité parlementaire stable pour la mettre en œuvre.

Dette publique brute et charge d'intérêts de la dette publique, en % du PIB



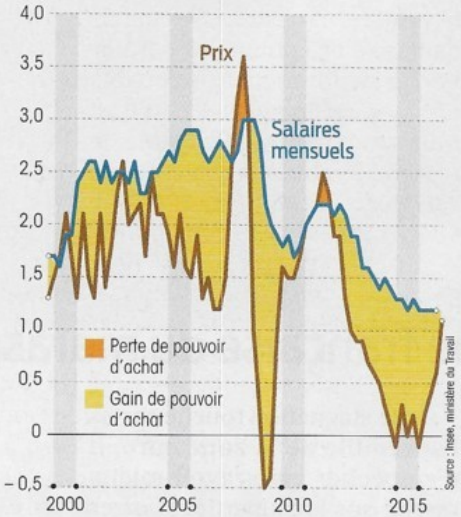
Taux d'intérêt sur les titres de dette publique française et allemande à dix ans, en %



4 Préserver le pouvoir d'achat malgré le retour de l'inflation

Une des mauvaises nouvelles qui attend le nouveau chef de l'Etat, c'est la remontée de l'inflation. Rien d'extraordinaire : la hausse des prix n'a été que de 1,1 % en mars dernier. Mais on sort ainsi d'une longue période – ouverte depuis juin 2014 – où cette inflation avait été inférieure à 0,5 % par an.

Evolution sur un an des prix à la consommation et des salaires mensuels, en %



C'est en particulier ce faible niveau d'inflation, lié au bas prix du pétrole, qui a permis à l'activité de repartir un peu depuis deux ans, en soutenant le pouvoir d'achat des Français malgré le pacte de responsabilité qui a pesé surtout sur les ménages *via* la limitation des dépenses publiques.

Mais les dernières années ont aussi été marquées par un ralentissement des hausses de salaire, revenues de 2,2 % par an en 2012 à 1,2 % en décembre dernier. Autrement dit : les deux courbes risquent de se croiser et le pouvoir d'achat des salariés d'être de nouveau amputé comme en 2008 ou en 2011 au moment où la reprise avait avorté... Ce qui aurait comme effet de freiner l'économie et de susciter des problèmes sociaux et politiques supplémentaires.

5 Redresser la compétitivité de l'industrie hexagonale

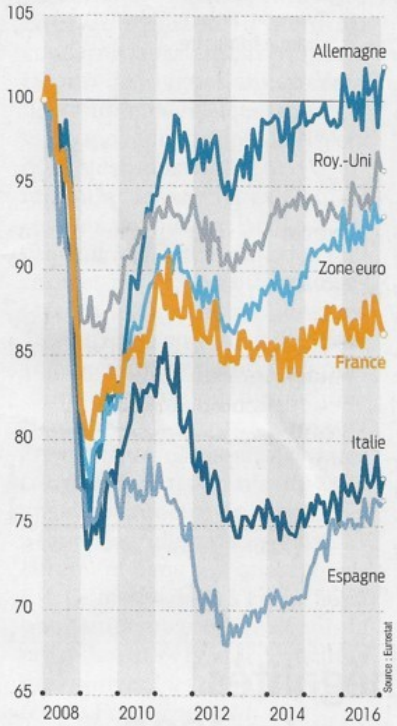
La compétitivité de l'industrie française est un autre dossier épineux dont va devoir s'emparer le nouveau président. En effet, malgré le pacte de responsabilité, la production de l'industrie manufacturière française ne s'est quasiment pas redressée : pour un indice 100 en janvier 2008, elle n'était toujours que de 86,3 en février dernier, selon Eurostat, soit 13,7 % de moins qu'avant la crise. Avec pour corollaire un déficit du commerce français qui ne s'est que très peu réduit, tant vis-à-vis du reste de la zone euro (39 milliards d'euros sur un an en février dernier) que du reste du monde (40 milliards d'euros). Et cela dans un contexte où les prix du pétrole et des matières premières étaient restés relativement bas jusqu'ici.

Sur ce terrain, la politique de baisse du coût du travail poursuivie avec beaucoup de continuité depuis quatre ans n'a manifestement pas eu d'effet positif sensible pour l'instant. Cela ne suffit pas cependant pour en déduire qu'elle n'aurait servi à rien : on ne sait pas ce qui ce serait produit si elle n'avait pas été menée. Peut-être aurait-on constaté une grave dégradation supplémentaire des comptes extérieurs. En tout cas, il semble désormais clair que l'action sur le coût du

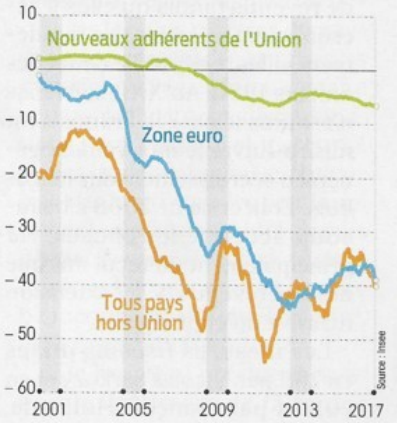
travail n'est pas le levier principal qui permettra de rétablir véritablement la compétitivité de l'industrie française.

C'est surtout au niveau de la compétitivité hors-coût (qualité, formation, innovation, management...) qu'il faudrait agir en priorité. Mais sur ce terrain, la baisse des dépenses publiques est plus souvent un obstacle qu'une aide.

Volume de production dans l'industrie manufacturière, base 100 = janvier 2008



Solde commercial de la France sur douze mois glissants, en milliards d'euros

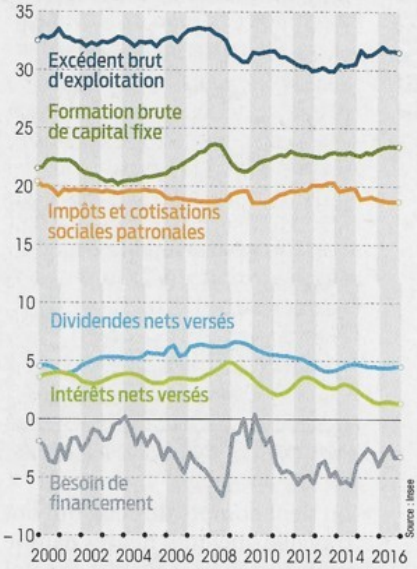


6 Amener les entreprises à investir davantage

Du côté des entreprises, la politique de baisse des « charges » a eu un effet sensible : la part des impôts et des cotisations sociales dans leur valeur ajoutée est passée de 20,3 % fin 2013 à 18,7 % fin 2016. Et leurs marges se sont redressées d'autant (ce qui signifie aussi qu'elles n'ont pas rétrocédé une partie de ces baisses de « charges » à leurs salariés). Pour autant, ces marges n'ont pas retrouvé leur niveau d'avant-crise.

Qu'ont fait les entreprises de ce surplus ? La bonne nouvelle, c'est qu'elles n'en ont pas profité pour distribuer plus de dividendes : leur part est restée stable dans leur valeur ajoutée depuis 2012. Les entreprises ont bien accéléré un peu leurs investissements : ils sont remontés de 22,5 % de leur valeur ajoutée en 2013 à 23,4 % fin 2016. Une hausse de 0,9 point qui a nécessité cependant une mesure fiscale supplémentaire, au-delà du pacte de responsabilité, dite de « suramortissement » permettant aux entreprises qui investissent de diminuer leur impôt sur les sociétés. Autrement dit : la reprise de l'investissement des entreprises a eu une ampleur très limitée jusqu'ici. C'est notamment sur la capacité du nouveau président à doper de façon plus significative ces investissements qu'on jugera du succès de son action sur le terrain économique.

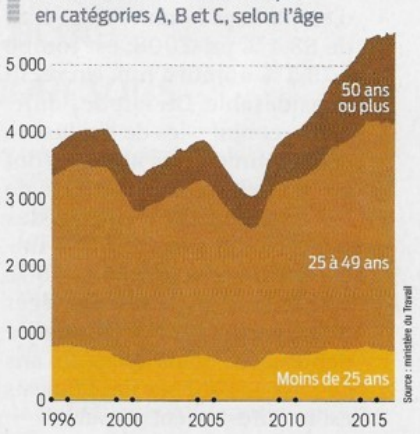
Eléments du compte des sociétés non financières, en % de leur valeur ajoutée



7 Faire vraiment reculer le chômage

C'est évidemment surtout sur le terrain du chômage qu'on attend le nouveau président, après l'échec de son prédécesseur. Il hérite en effet de 6,6 millions d'inscrits à Pôle emploi, soit 16 % des Français âgés de 15 à 65 ans. Parmi eux, 5,5 millions sont des demandeurs d'emploi, les autres sont en emploi aidé ou en formation. Le nombre des chômeurs au sens strict (catégorie A), 3,5 millions de personnes en février dernier, a certes baissé de 100 000 depuis un an. Mais si ▶

Nombre d'inscrits à Pôle emploi en catégories A, B et C, selon l'âge



Taux d'emploi des 25-54 ans, en %

on tient compte de ceux qui ont travaillé quelques heures dans le mois (catégories B et C), le total est resté inchangé. Parmi eux, le nombre de jeunes de moins de 25 ans est resté stable depuis 2010. En revanche, cela n'a pas été le cas des 25-49 ans et surtout des plus de 50 ans. Ces derniers, du fait des réformes des retraites, sont supposés rester en emploi plus longtemps. Mais comme les entreprises se débarrassent toujours d'eux en priorité, ils sont aussi beaucoup plus nombreux à pointer à Pôle emploi : 2,7 fois plus qu'en 2008.

La situation des 25-54 ans, le cœur de la population active, reste elle aussi très difficile. Dans cette tranche d'âge, le taux d'emploi des hommes, qui était de 83,4 % mi-2008, est tombé à 79,5 % aujourd'hui. Un recul considérable. Du fait des difficultés conjuguées de l'industrie et du bâtiment, les hommes ont été les principales victimes de la crise. Le taux d'emploi des femmes, qui était de 77,5 % mi-2008, a lui aussi reculé à 74,9 %. Une situation inédite. Un léger redressement s'est certes amorcé depuis 2015, mais après dix ans de crise, la patience des Français est manifestement à bout.

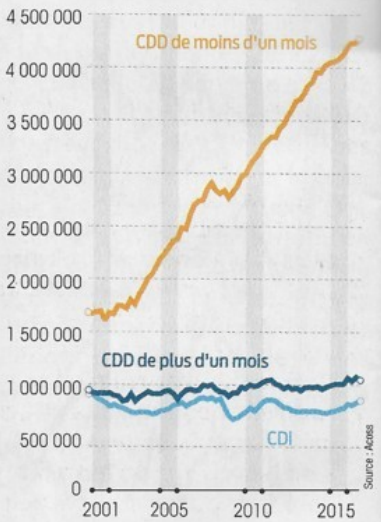
8 Limiter la précarité de l'emploi

Le nouveau président n'est pas seulement attendu sur le nombre des emplois créés, il l'est aussi sur leur qualité. On a assisté en effet ces dernières années à une précarisation spectaculaire de l'emploi, accélérée encore par la crise de 2008. C'est ce que manifeste notamment l'explosion du nombre de contrats à durée déterminée (CDD) de très courte durée (moins d'un mois) : de 1,7 million par trimestre en 2000, ils ont grimpé à 4,3 millions aujourd'hui, alors que dans le même temps le nombre de contrats à durée indéterminée (CDI) et celui des CDD de plus d'un mois restaient quasiment inchangés.

Autre manifestation du même phénomène : le nombre d'inscrits à Pôle emploi en catégories B et C (ceux qui ont travaillé quelques heures dans le mois) qui a doublé entre 2008 et aujourd'hui, passant de 1 à 2 millions. Cette tendance est encore aggravée par la multiplication des petits boulots précaires indépendants *via* le statut d'auto-entrepreneur et les dérives qu'il autorise. Sans compter les craintes que suscite à juste titre sur ce plan l'essor des plates-formes numériques de type Uber.

Bref, dans une société où les jeunes sont de plus en plus qualifiés et les vieux de plus en plus nombreux à Pôle emploi, l'idée que la lutte contre le chômage ne peut passer que par une précarisation et une paupérisation accrues de l'emploi ne serait guère de nature à rassurer les Français pour l'avenir.

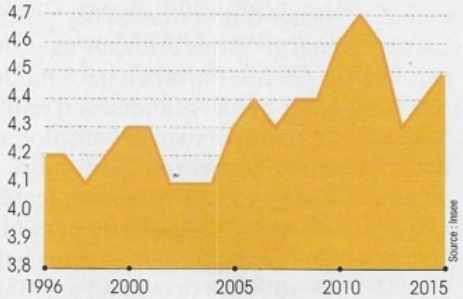
Types de contrats souscrits chaque trimestre



9 Ramener les inégalités au niveau des années 1990

Parmi les pays développés, la France a longtemps été caractérisée par un niveau relativement faible et stable d'inégalités de revenus tandis qu'elles s'accroissaient au contraire rapidement ailleurs depuis le début des années 1980. Au XXIe siècle, ce n'est plus le cas : la France s'est mise à suivre le mouvement général d'accroissement des inégalités. Et la crise de 2008 a beaucoup accéléré les choses, *via* principalement un recul marqué des bas revenus lié à l'extension massive du chômage.

Revenus des 20 % les plus riches rapportés à ceux des 20 % les plus pauvres



Les mesures fiscales prises en 2011 par Nicolas Sarkozy et en 2012 et par François Hollande,

qui touchaient surtout les plus aisés, ont cependant permis une réduction sensible de ces inégalités. Mais ce mouvement de correction a connu un coup d'arrêt après la « révolte » de 2013 contre le « matraquage fiscal ». Et les inégalités sont reparties à la hausse.

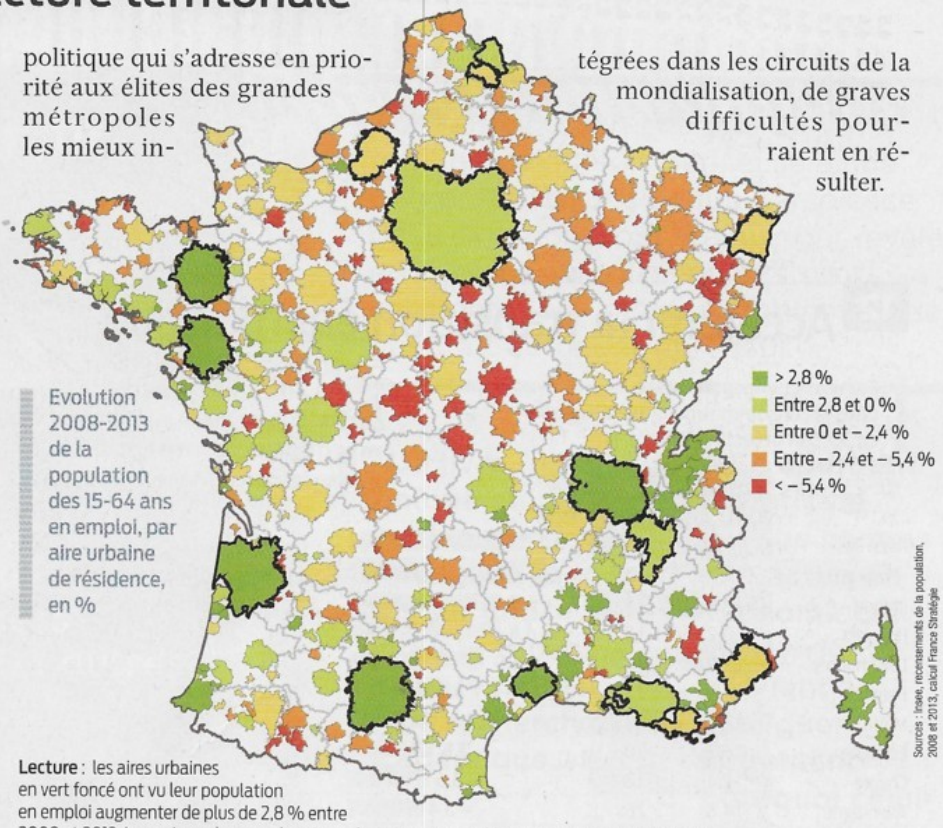
L'échec de la lutte contre le chômage contribue aussi à ce que le niveau des inégalités reste aujourd'hui très supérieur à celui d'avant-crise. Dans un pays où l'égalité est inscrite au fronton de toutes les mairies depuis cent trente-huit ans, cette hausse contribue à expliquer l'exaspération croissante des Français. Si les mesures fiscales et économiques prises par le nouveau président ne permettent pas de réduire significativement ces écarts, il risque de se heurter rapidement à des difficultés majeures.

10 Combler la fracture territoriale

L'une des questions les plus difficiles que le nouveau chef de l'Etat aura à traiter concerne la fracture territoriale. Depuis de longues années déjà, de nombreux espaces ruraux et villes moyennes s'appauvrissent et se désindustrialisent. Parallèlement les services publics (écoles, hôpitaux, postes) réduisent la voilure dans les territoires ruraux que fuient également les médecins libéraux. Tandis que l'emploi et l'activité se concentrent de plus en plus dans quelques grandes métropoles. Le littoral s'en sort en attirant des retraités et des touristes, mais ce n'est pas le cas de beaucoup de territoires à l'intérieur du pays, et particulièrement dans son quart Nord-Est. Ce mouvement s'est lui aussi puissamment accéléré depuis la crise de 2008, ce qui contribue notamment à expliquer la montée du Front national.

Cette fracture territoriale ne doit cependant pas faire oublier celle qui traverse les grandes métropoles elles-mêmes : les territoires les plus pauvres du pays se situent au sein de ses zones les plus riches. Ségrégation scolaire et dans le logement, discriminations dans l'emploi et insécurité y sont des phénomènes structurels très lourds que les politiques ont échoué à surmonter depuis plusieurs décennies déjà. Mais là aussi, les écarts se sont encore beaucoup creusés avec la crise, et l'exaspération est forte.

Si le nouveau président donnait le sentiment de faire une politique qui s'adresse en priorité aux élites des grandes métropoles les mieux intégrées dans les circuits de la mondialisation, de graves difficultés pourraient en résulter.



Lecture : les aires urbaines en vert foncé ont vu leur population en emploi augmenter de plus de 2,8 % entre 2008 et 2013. Les quinze plus grandes aires urbaines sont signalées par un contour plus épais.

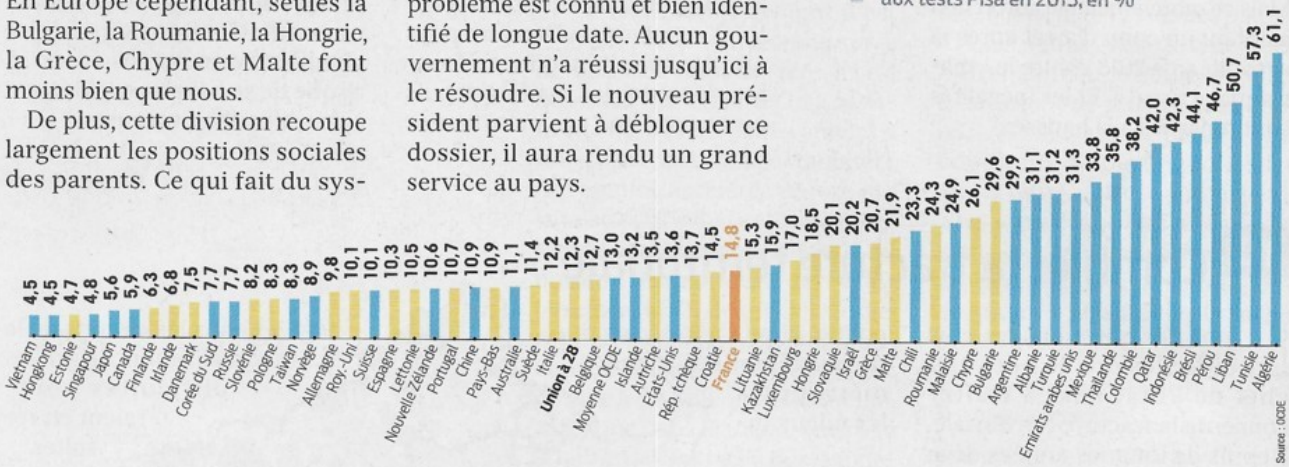
11 Construire une école de la réussite pour tous

Parmi les problèmes structurels les plus difficiles à résoudre, les plus clivants au sein de la société française et pourtant les plus essentiels pour l'avenir économique du pays, on trouve naturellement l'école. Vague après vague, les enquêtes Pisa de l'OCDE confirment que notre système scolaire est à deux vitesses : il forme plutôt bien une élite de qualité, qui peut rivaliser avec celle des pays qui obtiennent les meilleurs résultats dans ces tests, mais il laisse aussi de côté une grande fraction des jeunes qui sont mal formés. En 2015, 15 % des jeunes Français de 15 ans ont eu de très mauvais résultats à la fois en mathématiques, en ▸

sciences et en lecture. On trouve certes beaucoup de pays où cette proportion est encore plus élevée. En Europe cependant, seules la Bulgarie, la Roumanie, la Hongrie, la Grèce, Chypre et Malte font moins bien que nous.

De plus, cette division recoupe largement les positions sociales des parents. Ce qui fait du système scolaire français l'un de ceux qui reproduit le plus les inégalités sociales de départ. Le problème est connu et bien identifié de longue date. Aucun gouvernement n'a réussi jusqu'ici à le résoudre. Si le nouveau président parvient à débloquer ce dossier, il aura rendu un grand service au pays.

Part des élèves de 15 ans qui ont eu des résultats très insuffisants à la fois en sciences, en mathématiques et en lecture aux tests Pisa en 2015, en %



12 Accélérer la transition énergétique

Part des énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie en 2015 et objectif 2020, en %

	2015	Objectif 2020	Ecart
Pays-Bas	5,8	14	– 8,2
France	15,2	23	– 7,8
Irlande	9,2	16	– 6,8
Roy.-Uni	8,2	15	– 6,8
Luxembourg	5,0	11	– 6,0
Belgique	7,9	13	– 5,1
Malte	5,0	10	– 5,0
Espagne	16,2	20	– 3,8
Chypre	9,4	13	– 3,6
Allemagne	14,6	18	– 3,4
Union à 28	16,7	20	– 3,3
Pologne	11,8	15	– 3,2
Portugal	28,0	31	– 3,0
Slovénie	22,0	25	– 3,0
Grèce	15,4	18	– 2,6
Lettonie	37,6	40	– 2,4
Slovaquie	12,9	14	– 1,1
Autriche	33,0	34	– 1,0
Italie	17,5	17	+ 0,5
Danemark	30,8	30	+ 0,8
Roumanie	24,8	24	+ 0,8
Finlande	39,3	38	+ 1,3
Hongrie	14,5	13	+ 1,5
Rép. tchèque	15,1	13	+ 2,1
Bulgarie	18,2	16	+ 2,2
Lituanie	25,8	23	+ 2,8
Estonie	28,6	25	+ 3,6
Suède	53,9	49	+ 4,9
Croatie	29,0	20	+ 9,0

Source : Eurostat

En 2007, le Grenelle de l'environnement avait semblé marquer un tournant dans la prise de conscience écologique d'un pays longtemps rétif à ces enjeux. Un engagement confirmé depuis par la loi sur la transition énergétique de 2015 et la COP21 conclue par l'accord de Paris sur la lutte contre le changement climatique.

Mais, sur le terrain, les dossiers avancent toujours très peu. La France reste un des champions du monde des pesticides, les concentrations de particules fines continuent d'excéder très régulièrement les niveaux maximum conseillés dans nos villes et la transition énergétique est à la peine : par rapport aux objectifs que nous avions accepté en 2008 de nous fixer pour la production d'énergie d'origine renouvelable en 2020, la France est le second pays le plus en retard de l'Union, après les Pays-Bas. Alors que onze autres pays ont déjà dépassé cet objectif.

Ce retard français s'est encore accru au cours du dernier quinquennat. A charge au nouveau président de faire enfin entrer de plain-pied la France dans l'ère de la conversion écologique de son économie...

Guillaume Duval